

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4563 VENDREDI 4 AOÛT 2023

COOPÉRATION

Les États-Unis octroient 48 millions de dollars d'aide humanitaire à la RDC

La sous-secrétaire d'État américaine, Victoria Nuland, a fait part, au cours de l'audience que le président Félix Tshisekedi lui accordée hier, de sa profonde préoccupation sur la détérioration de la situation humanitaire à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). À ce sujet, Mme Victoria Nuland a annoncé une aide humanitaire américaine supplémentaire de quarante-huit millions de dollars pour la population en souffrance.

Page 3

Le président Félix Tshisekedi s'entretient avec Mme Victoria Nuland



CENTRE FINANCIER DE KINSHASA

Les travaux avancent à pas de géant



Les deux tours jumelles du centre financier de Kinshasa

Les travaux des tours jumelles du Centre financier de Kinshasa sont entrés dans la phase de finition. Sauf changement, l'ouvrage sera livré d'ici à fin décembre. Il sera constitué de quatre tours, de vingt

et un niveaux dédiés aux ministères des Finances et du Budget, aux bureaux du gouvernement et d'un hôtel 5 étoiles avec deux cent quarante chambres.

Page 3

NORD-KIVU

Des déplacés décèdent de maladies infectieuses



Plusieurs populations déplacées en RDC

Selon le service de la protection civile de Goma, vingt-huit déplacés de guerre de Bulengo et Bushagala à Goma, dans la province du Nord-Kivu, sont décédés des suites des maladies infectieuses au mois de juin de cette

année. Ces décès, indique-t-on, interviennent malgré l'assistance humanitaire offerte mensuellement sur place par une dizaine d'intervenants humanitaires.

Page 2

9^{es} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Mbo Isomi glane une deuxième médaille d'or en lutte libre

Après Mukendi Kabeya, premier médaillé d'or congolais en lutte libre, Mbo Isomi a remporté une deuxième médaille d'or pour la RDC en battant en finale un lutteur français. Le Congolais s'est imposé, le 31 juillet, devant le Français Hounkaev Askerthan Mokhammad, par six points à deux.

Page 4

ÉDITORIAL

A l'épreuve

Lancé il y a plus d'une année en remplacement du premier plan qui n'a pu atteindre les objectifs escomptés, le nouveau Plan national de développement (PND) 2022-2026 est mis à rude épreuve faute de mobilisation des fonds nécessaires à la mise en œuvre de toutes ses composantes. A ce stade, l'évaluation des premières actions faite par le comité de pilotage révèle un retard dans son exécution, ce qui nécessite d'en revoir la planification.

Référentiel dans la conduite des politiques publiques de développement du pays, ce programme quinquennal requiert un recadrage qui devrait tenir compte des capacités réelles de financement des secteurs prioritaires ciblés, aujourd'hui à la peine, les ressources disponibles n'étant pas suffisantes. « Nous sommes en retard dans l'opérationnalisation du PND 2022-2026 et dans la prise en compte de plusieurs problématiques liées à la planification des priorités et la mobilisation des partenaires », reconnaît l'exécutif.

Le retard constaté dans l'opérationnalisation de ce plan étant une évidence, rattraper le temps perdu suppose une sérieuse prise en compte des problématiques liées à la planification des priorités et à la mobilisation des capitaux. L'offensive communicationnelle qu'entendent mener les pouvoirs publics en direction des bailleurs de fonds permettra, une fois abouti, de mobiliser davantage de ressources financières en complément du budget national jugé insuffisant pour financer l'ensemble des projets.

La mobilisation des fonds privés dont a besoin le gouvernement passe entre autres par l'amélioration du climat des affaires longtemps considéré comme le maillon faible de l'écosystème des affaires et de la diversification de l'économie. Autant dire que des efforts supplémentaires sont à consentir dans ce sens étant donné qu'une partie de financement du Plan repose sur le secteur privé.

Les Dépêches de Brazzaville

NORD-KIVU

Des déplacés décèdent de maladies infectieuses

Selon le service de la protection civile de Goma, vingt-huit déplacés de guerre de Bulengo et Bushagala à Goma, dans la province du Nord-Kivu, sont décédés des suites des maladies infectieuses au mois de juin de cette année.



Plusieurs populations déplacées en RDC

Le chargé des urgences au service urbain de la Protection civile de Goma, Dialogue Kamondi, a reconnu que plusieurs facteurs sont à la base des décès de déplacés. « Ces vingt-huit décès sont causés, pour la plus part, par la diarrhée, les noyades, la fatigue, les accouchements difficiles, la tuberculose, le paludisme, la tension artérielle, les avortements, les accidents de route, la famine, la rougeole, l'anémie, la malnutrition, le gaz », a-t-il fait savoir tout en ajoutant que ces décès sont enregistrés dans ces deux sites, en dépit d'une assistance humanitaire y offerte mensuellement par une dizaine d'intervenants humanitaires. Les conditions des déplacés de guerre ne sont pas toujours bonnes. L'ONG médicale Médecins sans frontières (MSF) avait déjà tiré la sonnette

d'alarme dans un communiqué de presse publié depuis le mois de juin indiquant que « près de six cent mille personnes déplacées à Goma vivent depuis des mois dans des conditions d'extrême précarité, avec un accès insuffisant à la nourriture, exposées à la violence ». MSF avait même déploré des taux de mortalité et de malnutrition alarmants. Dans le souci d'alléger tant soit peu la situation humanitaire des déplacés, les agences des Nations unies ont récemment annoncé l'intensification de leurs efforts pour répondre aux besoins des personnes dans l'est du pays. Il est urgent que ces intentions se traduisent en une assistance et une protection à la hauteur des besoins sur le terrain.

Blandine Lusimana

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION

Les États-Unis octroient 48 millions de dollars d'aide humanitaire à la RDC

Arrivée à Kinshasa la veille en fin de journée, la secrétaire d'État adjointe par intérim et sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques, Victoria Nuland, a été reçue le 3 août par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

La rencontre entre les deux personnalités aux bureaux présidentiels de la Cité de l'Union africaine a duré plus d'une heure. Au sortir de l'audience, Mme Victoria Nuland a réaffirmé le soutien des États-Unis au processus électoral en cours en République démocratique du Congo (RDC). La situation sécuritaire dans l'est du pays et les relations diplomatiques entre la RDC et les États-Unis ont été largement évoqués. Au sujet de l'organisation des élections voulues transparentes, Mme Nuland a indiqué «C'est un moment très important pour la RDC, pour l'organisation des élections historiques au mois de décembre. «Nous avons échangé sur la nécessité pour les États-Unis et pour la RDC de pouvoir promouvoir des élections transparentes et équitables», a déclaré la sous-secrétaire d'État américaine. Et d'ajouter : «Nous avons échangé autour du conflit mortel

qui s'est déroulé présentement à l'est du Congo et qui impose des souffrances immenses dans la population et aux communautés qui sont sur place».

Mme Nuland a, par ailleurs, affirmé sa volonté de rencontrer les acteurs qui sont impliqués dans l'organisation de ce processus électoral. «Nous aurons l'opportunité de rencontrer la Céni et aussi les représentants des observateurs neutres de ces élections», a-t-elle précisé. Concernant la situation dans l'est du pays, la sous-secrétaire d'État américaine a fait part de sa profonde préoccupation sur la détérioration de la situation humanitaire sur le terrain. À ce sujet, Mme Victoria Nuland a annoncé une aide humanitaire américaine supplémentaire de 48 millions de dollars qui va aider la population en souffrance. Elle a réitéré le soutien américain aux processus de paix de Luanda et Nairobi et invité les ac-



Le président Félix Tshisekedi s'entretenant avec Mme Victoria Nuland

teurs impliqués à les rejoindre. Les deux personnalités ont ensemble fait l'état des lieux des processus de Luanda et Nairobi. «Nous tra-

vailons aussi comment mettre un terme au trafic des minerais et comment mettre en place des pratiques saines pour l'exploitation des minerais. Nous voulons partager cet intérêt consistant à ce que les richesses de la RDC puissent bénéficier à ces citoyens», a-t-elle déclaré. Kinshasa est la dernière étape de la visite africaine de la sous-secrétaire d'État américaine qui est passée par l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire.

Alain Diasso

«Nous avons échangé autour du conflit mortel qui s'est déroulé présentement à l'est du Congo et qui impose des souffrances immenses dans la population et aux communautés qui sont sur place». «Nous travaillons aussi comment mettre un terme au trafic des minerais et comment mettre en place des pratiques saines pour l'exploitation des minerais. Nous voulons partager cet intérêt consistant à ce que les richesses de la RDC puissent bénéficier à ces citoyens»

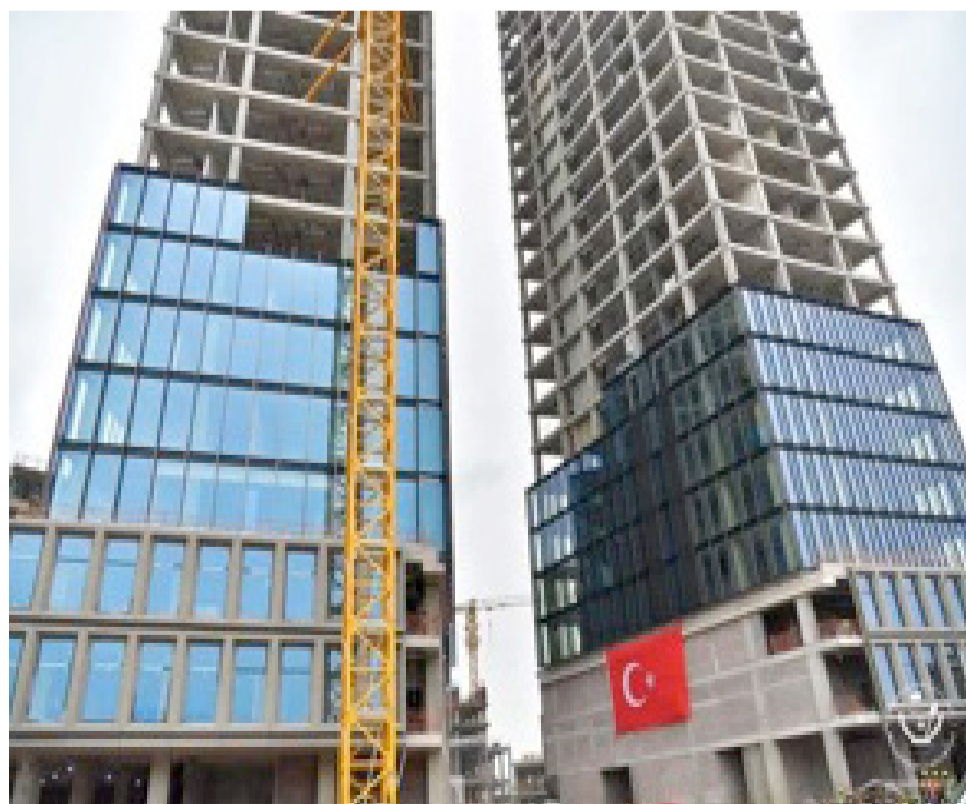
TOURS JUMELLES DE KINSHASA

Les travaux avancent à pas de géant

Situé dans l'espace compris entre le ministère des Affaires étrangères, l'Athénée de la Gombe et le Palais de justice, les tours jumelles du Centre financier de Kinshasa sont en phase de finition.

Les travaux de construction de ce grand édifice à l'architecture ultra moderne avancent à pas de géant. D'ici à la fin décembre, ces infrastructures seront livrées à l'autorité, à en croire les responsables de la société turque Milvest qui travaille sur le site. Déjà, l'éclat que donne cet ouvrage avant la fin des travaux est tel qu'il y a lieu de féliciter l'équipe qui y travaille. Il va apporter un plus dans l'embellissement de la ville aujourd'hui résolument inscrite sur la voie du renouveau. Kinshasa tient, en effet, à se dépouiller de son vieil habit pour se présenter sous un beau jour avec des infrastructures dignes de ce nom.

À l'heure actuelle, ces immeubles de vingt et un étages reçoivent les baies vitrées et autres travaux de l'étanchéité. Avec des travaux déjà réalisés à hauteur de 90%, le Centre



Les tours jumelles de Kinshasa

financier de Kinshasa est, pour ainsi dire, en phase de finition. Il sera constitué de quatre tours, de vingt et un niveaux dédiés aux ministères des Finances et du Budget, aux bureaux du gouvernement et d'un hôtel 5 étoiles avec deux cent quarante chambres. Il aura comme extension un centre de congrès de trois mille places. Dix mille bureaux de travail seront aménagés dans les quatre immeubles le composant.

À noter que la construction de cette infrastructure moderne est le fruit de la coopération entre la République démocratique du Congo (RDC) et la Turquie, après la signature des accords intervenue en 2022 à Kinshasa en présence du président Félix Tshisekedi et de son homologue turc Recep Tayyip Erdogan en visite officielle en RDC.

A.D.

9^{es} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Mbo Isomi glane une deuxième médaille d'or en lutte libre

Après Mukendi Kabeya, premier médaillé d'or congolais en lutte libre, Aaron Mbo Isomi a remporté une deuxième médaille d'or pour la République démocratique du Congo (RDC), toujours en lutte libre, en battant en finale un lutteur français.

Le lutteur congolais Mbo Aaron Isomi a glané la deuxième médaille d'or pour la RDC. Il s'est imposé, le 31 juillet, au gymnase du stade Père Raphael dans la commune de Kalamu à Kinshasa, devant le Français Hounkaev Askerthan Mokhamad, par 6 points à 2, en lutte libre, dans le cadre des 9es Jeux de la Francophonie. Pour rappel, Andy Mukendi Kabeya a été le premier athlète congolais à offrir la première médaille de l'histoire de la RDC dans la même

discipline dans cette compétition internationale réservée aux pays ayant en commun la langue française.

Pour sa part, le Congolais Gédéon Kalonda Nyambwe a raflé la médaille de bronze à l'épreuve de lancement de marteau pour avoir réalisé une lancée d'une distance de 28,18 m, le même lundi, au stade des Martyrs. A cette même épreuve, le Mauricien Carre Jean Ian a glané la médaille d'or en ayant lancé le marteau sur une distance de 52,50 m, et un Congolais



Lutteur Mbo, médaillé d'or aux 9es Jeux de la Francophonie à Kinshasa

de Brazzaville a gagné la médaille d'argent, sur une distance de 30,76 m. Deux Mauriciens ont arraché les médailles d'or et d'argent. Ils ont été suivis par un Marocain.

Les cinq Congolais, à savoir S. Mongomo, F. Kingombe, E. Manga, J. Kakule et J.R. Mabaka, ont terminé sur le podium avec une médaille de bronze en poche. Ils ont représenté

la RDC à travers la Fédération congolaise de Freestyle. En tête du podium, c'est le Maroc qui a remporté la médaille d'or à travers sa fédération Stylers Crew. La Côte d'Ivoire via CIV freestyle team a, quant à elle, remporté la médaille d'argent, et le Cameroun a fini en quatrième position derrière la RDC.

Martin Engimo

Pour sa part, le Congolais Gédéon Kalonda Nyambwe a raflé la médaille de bronze à l'épreuve de lancement de marteau pour avoir réalisé une lancée d'une distance de 28,18 m, le même lundi, au stade des Martyrs. A cette même épreuve, le Mauricien Carre Jean Ian a glané la médaille d'or en ayant lancé le marteau sur une distance de 52,50 m, et un Congolais de Brazzaville a gagné la médaille d'argent, sur une distance de 30,76 m. Deux Mauriciens ont arraché les médailles d'or et d'argent. Ils ont été suivis par un Marocain.

RDC

La crise humanitaire empire dans 3 provinces meurtries

Les Nations unies se sont alarmées jeudi de la dégradation de la situation humanitaire dans trois provinces de l'est de la République démocratique du Congo, où près 3,3 millions de personnes ont été déplacées depuis mars 2022.

«La situation humanitaire en Ituri, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, déjà catastrophique, s'est dégradée ces derniers mois, et il était primordial d'augmenter l'envergure de nos opérations», a déclaré Suzanna Tkalec, coordinatrice humanitaire par intérim en RDC pour l'ONU. Pour répondre aux besoins multiformes des personnes affectées par les violences dans ces trois provinces, les humanitaires «ont besoin de 1,57 milliard de dollars», ajoute Ocha (coordination humanitaire de l'ONU) dans son communiqué.

Dans ces provinces déchirées par des violences armées, les organisations humanitaires ont fourni une assistance à plus de 910.000 personnes ces six dernières semaines, indique le bureau onusien.

Jusqu'à la fin de l'année, les Nations unies, les ONG nationales et internationales ainsi que la Croix-Rouge prévoient d'apporter une aide d'urgence à près de 5,5 millions de personnes, précise le communiqué.



Une vue des déplacés ?DR

«La situation humanitaire en Ituri, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, déjà catastrophique, s'est dégradée ces derniers mois, et il était primordial d'augmenter l'envergure de nos opérations»

Plus grand pays d'Afrique subsaharienne (2,3 millions de km²), la RDC est secouée par des tensions politiques combinées à une crise sécuritaire et

à des difficultés économiques. Les groupes armés sévissent dans une grande partie de l'est de la RDC depuis trois décennies, héritage de guerres ré-

gionales qui ont éclaté dans les années 1990 et 2000, lorsque le pays a frôlé l'éclatement. Depuis fin 2021, la rébellion du «M23» («Mouvement du

23 mars») a repris les armes et a conquis de vastes territoires dans l'est de la RDC, provoquant la fuite de plusieurs centaines de milliers de personnes dans la province du Nord-Kivu. Les autorités de Kinshasa l'accusent d'être soutenu et épaulé par l'armée rwandaise.

D'après AFP

INTERVIEW

Eugene S. Young : « Nous considérons le Congo comme un partenaire précieux »

Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, l'ambassadeur des Etats-Unis en République du Congo, Eugene S. Young, fait le point des relations entre les deux Etats et évoque les actions menées par son pays en appui aux initiatives du gouvernement dans divers domaines dont ceux de la préservation de l'environnement, de la biodiversité et de la lutte contre les catastrophes naturelles.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur l'ambassadeur, vous êtes à plus d'un an de votre mandat. Quelle appréciation avez-vous des relations entre la République du Congo et votre pays ?

Eugene S. Young : Partenariat, croissance et engagement continu, voilà comment je caractériserais les relations entre nos deux pays. Au cours des seize derniers mois, nous avons eu de nombreux échanges de haut niveau entre les représentants des gouvernements américain et congolais sur des questions d'intérêt mutuel, notamment la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, la sécurité régionale et l'autonomisation des jeunes.

Les États-Unis sont le plus grand donateur pour la protection et la conservation de l'environnement dans le bassin du Congo, ayant fourni 760 millions de dollars au cours des 30 dernières années par l'intermédiaire de plusieurs agences gouvernementales américaines, y compris l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Nous avons lancé trois nouveaux programmes dans ce secteur au cours de l'année dernière, d'une valeur d'environ 23 millions de dollars pour cinq ans. Les États-Unis participent à la création et au développement du parc national de Nouabale-Ndoki depuis plus de 25 ans.

Nos programmes augmentent les capacités et les opportunités pour les travailleurs locaux, contribuent à l'économie locale, protègent les animaux en danger et aident à conserver les précieuses ressources naturelles du Congo. Tous ces programmes ont une approche de la conservation centrée sur les personnes, ce qui signifie qu'ils contribuent également à améliorer les moyens de subsistance des personnes, des communautés rurales et des populations autochtones.

Dans le parc national de Nouabalé-Ndoki, par exemple, où le gouvernement américain a investi plus de 105 millions de dollars à ce jour, environ 90 % des ménages qui y travaillent reçoivent des revenus du partenaire de mise en œuvre financés par le gouvernement américain, la Wildlife conservation society.

Le président de la République du Congo considère la protection de l'environnement comme une priorité essentielle pour l'avenir du pays et de la planète, et nous continuons à soutenir le gouvernement dans la préservation de cet écosystème essentiel qui joue un rôle clé pour le monde dans la lutte contre le changement climatique.

LDB : En prenant vos fonctions en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis vous vous êtes fixé des objectifs sur les actions à mener durant votre mandat. Pouvez-vous nous parler des priorités de votre gouvernement pour le Congo ?

E.S.Y : Nos objectifs sont alignés sur ceux partagés entre les Etats-Unis et le Congo. En plus de travailler ensemble sur le changement climatique et la sécurité régionale, nous nous concentrons sur plusieurs autres domaines, y compris l'aide humanitaire, le renforcement des capacités et le développement de la jeunesse. Nous sommes prêts à soutenir le gouvernement et le peuple congolais en cas de catastrophe naturelle et nous nous efforçons d'accroître les capacités nationales par des possibilités d'éducation, de formation et de partage des connaissances dans tous nos secteurs prioritaires. Cela inclut le soutien à l'apprentissage de l'anglais, afin d'améliorer la quantité et la qualité des pratiquants de cette langue mondiale essentielle. Votre pays

se montre très actif dans le domaine de l'assistance humanitaire, notamment à l'égard des populations touchées par les inondations dans la partie nord du Congo.

LDB : Quelle évaluation faites-vous de ces interventions ?

E.S.Y : Le gouvernement américain a donné plus de 15 millions de dollars pour soutenir les efforts humanitaires en République du Congo au cours des trois dernières années. Les États-Unis ont fourni environ 5,7 millions de dollars de financement en 2022 au Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, en réponse à de graves inondations, leur permettant de mener à bien des programmes d'assistance alimentaire critiques en République du Congo.

En 2022, grâce au soutien du gouvernement américain, le PAM a aidé plus de 12 000 réfugiés de la République centrafricaine (RCA) dans la Likouala et des demandeurs d'asile de la RDC dans les Plateaux. Ils ont atteint plus de 10 600 personnes touchées par les inondations dans les régions de la Cuvette, de la Likouala, des Plateaux et de la Sangha grâce à une assistance en espèces qui leur permet de répondre à leurs besoins alimentaires de base. Nos organisations partenaires catholiques relief services et Caritas Congo ont aidé plus de 15 700 personnes touchées par les inondations entre octobre et décembre 2022. En outre, un financement d'urgence s'élevant à 480 000 dollars pour cette année permet de venir en aide à plus de 6 000 personnes lourdement touchées par les inondations dans la région des Plateaux. Les États-Unis restent le plus grand donateur d'aide bilatérale et multilatérale à la République du Congo.

LDB : Hormis le volet humanitaire, dans quels secteurs le gouvernement américain compte-t-il soutenir le Congo dans sa marche vers la diversification de l'économie, le développement durable et la lutte contre la pauvreté ?

E.S.Y : Une grande partie de l'aide multilatérale (dans les secteurs de l'éducation, des finances publiques, de la santé et de l'agriculture) fournie au Congo pour soutenir son développement économique est financée par le gouvernement américain. Alors que le gouvernement et les milieux d'affaires congolais cherchent à améliorer le climat des affaires, les États-Unis et son secteur privé sont également intéressés à soutenir et à encourager tous les progrès qui peuvent être réalisés. Les États-Unis sont le premier investisseur dans la Banque mondiale, le FMI, les banques régionales de développement et les agences des Nations unies. Dans le même temps, les particuliers américains sont les plus généreux fournisseurs d'aide au monde. Le président Biden et la vice-présidente Harris ont réaffirmé le leadership des États-Unis dans le soutien au développement pacifique et ouvert de l'Afrique et du monde.

LDB : On sent, ces derniers temps, une offensive américaine en Afrique. Peut-on parler d'un éveil par les enjeux que représentent la gouvernance mondiale et le multilatéralisme prôné par les pays du BRICS ?

E.S.Y : Les relations entre les États-Unis et l'Afrique n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui. Le président Biden, le vice-président Harris et le secrétaire d'État Blinken ont fait de la relation avec l'Afrique une priori-



L'ambassadeur de États-Unis au Congo, Eugene S. Young/DR

té qui va au-delà du soutien traditionnel et de longue date au développement économique. Le président Biden cherche à atteindre un nouveau niveau de partenariat avec l'Afrique en annonçant le soutien des États-Unis à l'adhésion de l'Union africaine au G20 et à l'obtention d'un siège permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies. Le récent sommet des dirigeants américano-africains a été l'occasion pour nos dirigeants de redéfinir des intérêts partagés et de trouver des défis communs à relever. Comme l'a dit le secrétaire d'État Blinken : «Les nations africaines et les États-Unis ont encore beaucoup à faire ensemble dans de nombreux domaines, dont certains que nous n'avons peut-être même pas encore découverts.

En tant que partenaires, c'est à nous de tracer cet horizon». Nos défis sont nombreux, mais nous les relèverons ensemble. À titre d'exemple, de nombreuses nations africaines sont confrontées à des problèmes de sécurité alimentaire en raison de la crise climatique et d'autres facteurs. Nous pouvons voir ici au Congo que les effets négatifs du réchauffement climatique affectent déjà le continent d'une manière sans précédent. Non seulement il y a de graves pénuries alimentaires, mais les changements climatiques ont entraîné une augmentation des inondations dévastatrices au cours des dernières années.

Cette année, les États-Unis ont fourni 6,6 milliards de dollars d'aide humanitaire et alimentaire aux pays africains. Feed the Future, qui œuvre au développement de l'agriculture, investira 11 milliards de dollars sur cinq ans dans 20 pays, dont 16 pays d'Afrique.

Certains de vos lecteurs connaissent peut-être le programme de cantines scolaires financé par les États-Unis, mis en œuvre par le PAM et soutenu par d'autres partenaires comme le Japon. Ce programme a reçu 93 millions de dollars depuis sa création et nourrit quotidiennement 650 000 enfants nécessiteux dans 354 écoles à travers le pays. Le monde se remet encore des effets de la pandémie de Covid-19, qui a gravement perturbé le tissu conjonctif des relations économiques internationales. Mon pays et ses partenaires internationaux ont jusqu'à présent fourni près de 174 millions de doses de vaccin Covid-19 à 44 pays d'Afrique, dont près de 1 300 000 ont été acheminées des États-Unis jusqu'ici au Congo. Les partenariats entre les États-Unis et les pays africains permettent de mettre en place des systèmes de santé et de former des professionnels de la santé afin de mieux résister aux crises futures et de soutenir le développement durable. La coopération en matière de sécurité est également un point fort, en particulier dans le golfe de Guinée et dans l'Atlantique,

un océan que nos deux pays partagent. Les récentes manœuvres militaires Obangame express qui ont eu lieu à Pointe Noire et la visite en septembre dernier du navire militaire américain Herschel «Woody» Williams ont mis en évidence le solide partenariat personnel et professionnel entre nos armées. En collaboration avec les forces armées congolaises et leurs dirigeants, nous recherchons de nouvelles possibilités de formation et d'exercice en Afrique et un engagement accru au plus haut niveau entre nos hauts responsables militaires.

LDB : Quels sont les principaux axes de coopération dans lesquels votre pays souhaite dynamiser et développer davantage son partenariat avec le Congo ?

E.S.Y : Nous sommes des partenaires solides en matière de sécurité régionale. J'ai déjà mentionné notre coopération en matière de sécurité, mais nos gouvernements s'engagent également sur des questions internationales. Nous considérons le Congo comme un partenaire précieux qui fait entendre sa voix sur les questions débattues aux Nations unies, des décisions qui jetteront les bases de notre avenir.

Le président Denis Sassou N'Guesso est une voix importante et digne de confiance sur les questions régionales et en Libye, et les efforts qu'il a déployés par l'intermédiaire de l'Union africaine pour contribuer aux efforts de réconciliation dans ce pays avec l'envoyé spécial des États-Unis pour la Libye, l'ambassadeur Norland, ont été cruciaux. Le secrétaire d'État Blinken, le secrétaire d'État adjoint Sherman, l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies Thomas Greenfield, l'envoyé spécial pour le climat Kerry ont tous demandé conseil au président Sassou N'Guesso ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères Gakosso sur des questions d'intérêt commun pour les deux pays. Nous sommes également des partenaires solides dans le domaine de l'environnement.

Le président Sassou et le président Biden partagent une profonde préoccupation pour la crise climatique et se sont engagés à prendre des mesures décisives pour limiter le réchauffement de la planète et la déforestation. La sauvegarde de la forêt tropicale congolaise, l'une des plus importantes sources d'oxygène au monde, est de la plus haute importance pour l'avenir de notre planète. Je me réjouis de la participation des États-Unis au Sommet de Trois Bassins qui se tiendra ici dans le courant de l'année. L'histoire de nos deux pays est profondément liée à l'horreur de l'esclavage et aux liens modernes entre les États-Unis et l'Afrique.

Il y a probablement des millions d'Américains aujourd'hui qui sont les descendants de ceux qui ont été forcés de quitter la baie de Loango pour les États-Unis. En raison de cette tragédie et de l'énorme contribution des Afro-Américains aux États-Unis, tous les Américains sont aujourd'hui encore liés à la culture africaine et congolaise. Je continue à chercher des moyens d'amplifier et de partager notre histoire commune aux États-Unis et au Congo, afin de ne jamais oublier ce que les victimes de l'esclavage ont enduré et de ne jamais oublier les contributions qu'elles et leurs ancêtres ont apportées.

Propos suscités par Guy-Gervais Kitina



Le CIRAD recrute pour Octobre 2023

Un(e) chargé(e) des affaires administratives et financières national(e) du Programme d'Utilisation Durable des Terres à Brazzaville en République du Congo

Présentation du Centre de coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)

Le CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Les activités du CIRAD couvrent principalement les domaines des sciences agronomiques, forestières et vétérinaires, sans oublier les domaines de la gouvernance, de la structuration des sociétés et de leur intégration dans les filières et marchés. Le CIRAD est organisé en 34 unités de recherche regroupées dans 3 départements.

Présentation du Programme d'Utilisation Durable des Terres

Le Programme d'Utilisation Durable des Terres est un programme porté par le gouvernement congolais et financé par l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) et l'Agence Française de Développement (AFD). Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et Equipements Routier (MATIER) en assure la maîtrise d'ouvrage. Le CIRAD a signé avec le MATIER un contrat pour la mise en œuvre d'une partie des activités de ce programme. L'objectif principal du PUDT est l'élaboration d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire et d'un Plan National d'Aménagement du Territoire déclinés dans deux départements pilotes.

Fonction et responsabilités dans le cadre

du Programme d'Utilisation Durable des Terres

Le (la) responsable(e) administratif et financier national(e) du projet sera sous l'autorité hiérarchique du représentant du CIRAD au Congo. En respect des tâches qui vous seront confiées, le chef de projet CIRAD basé au Congo et la responsable administrative et financière basée en France seront vos interlocuteurs privilégiés et vous devrez vous conformer à leurs demandes au même titre qu'à celles du représentant du CIRAD au Congo.

Votre mission sera d'appuyer l'équipe de coordination CIRAD sur les dossiers administratifs et financiers, de communiquer en interne et en externe avec les parties prenantes et d'apporter un appui aux équipes.

Vos attributions principales en appui administratif et financier dans le cadre du projet seront :

1) Sous la supervision du Représentant au Congo et du Chef de projet :

- Application du manuel de procédure du projet et application des procédures dans les tâches confiées ;
- Mise en place des passations de marchés au Congo (bureaux d'étude, prestataires, etc.) ;
- Appui aux responsables de composantes à l'établissement des contrats de prestation de service ;
- Paiement de l'ensemble des dépenses locales liées au projet (factures, salaires et frais de missions des employés locaux, perdiems, charges sociales...);
- Archivage de l'ensemble des documents administratifs et financiers.

2) Sous la supervision de la responsable administrative et financière basée en France et du Chef de projet :

- Application du manuel de procédure du projet et application des procédures dans les tâches confiées ;
- Enregistrement de toutes les pièces comptables dans le système financier du CIRAD ;
- Appui à la responsable Administrative et Financière sur l'élaboration des rapports financiers (répondre aux sollicitations, transmission des pièces comptables nécessaires à l'élaboration des rapports, fourniture de tous documents nécessaires, etc.) ;
- En cas d'audit, assister la responsable administrative et financière à répondre aux sollicitations des auditeurs.

Compétences requises

Diplôme minimum : Bac +4 Administration comptable et financière

Compétences :

- o Avoir une expérience avérée en gestion administrative et financière de projet ;
- o Savoir travailler en équipe/en réseau ;
- o Être organisé.e et rigoureux.se dans la réalisation de ses activités ;
- o S'adapter aux évolutions (organisations, technologies) et aux différents interlocuteurs (internes et externes) ;
- o Avoir de bonnes qualités relationnelles (être diplomate, être à l'écoute, faire preuve de neutralité bienveillante) ;
- o Faire preuve d'initiative et être force de pro-

position ;

- o Savoir se rendre disponible en fonction des urgences du service
- o Savoir déceler des situations sensibles ;
- o Connaître les techniques administratives dans son domaine d'activité ;
- o Rendre compte à sa hiérarchie ;
- o Maîtriser les outils de bureautique, informatique et de communication (Word, Excel, logiciel comptable, teams, etc) ;
- o Mettre en œuvre les procédures administratives et financières et savoir se les approprier rapidement.

Conditions salariales

Les conditions du poste sont :

- Un contrat de travail sur la durée du projet (5 ans) avec une période d'essai ;
- Une rémunération en fonction du niveau d'expérience ;
- La mise à disposition d'un ordinateur portable.

Localisation

Le (a) responsable administratif et financier national(e) du CIRAD pour le Programme d'Utilisation Durable des Terres sera basé(e) dans les bureaux de la représentation du CIRAD au Congo.

Dates de réception des candidatures et de prise de fonction

Merci d'envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse électronique suivante :

puadcirad@yahoo.com

Réception des candidatures pour le 03 septembre 2023 au plus tard.

Prise de poste courant octobre 2023.

RASSEMBLEMENT POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES SOCIAL RDPS

*Unité * Démocratie * Progrès*

COMITE DES MILITANTS DU R.D.P.S

C.M.R.D.P.S

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les militants du rassemblement pour la Démocratie et le Progrès Social en sigle **R.D.P.S** en général et de la fédération de Pointe-Noire en particulier ont suivi avec attention, particulièrement militante, la lecture de la lettre ouverte de la jeunesse du Parti du 20 Juillet à l'endroit de la Direction National du Parti, des cadres et de ses militants.

En effet de cette déclaration, les militants de la fédération de Pointe-Noire en particulier et du RDPS en général, au travers du communiqué, prennent cause et acte de la démarche de la jeunesse et des militants du Parti. Profitons donc de cette opportunité, nous lançons un vibrant appel de ressaisissement à la direction national du Parti par la même occasion, nous leur disons ceci :

- 1- Le vénérable **MBATCHI Bernard**, président d'alors et d'une commission au sénat avait librement et sans contrainte laissé un Parti réunifié à un successeur en 2015 ;
- 2- Manifestement, vous n'avez pas voulu mettre à projet les douze jours écoulés pour une convocation du Bureau Politique ;
- 3- Vous, vous êtes servi d'une réunion d'information dirigée par une coordination incomplète voire démembrée ;
- 4- Le camarade **Pierre Justin MAKOSSO**, avait été désavoué par la base du Parti d'où son exclusion de la liste des conseillers aux élections locales de Juillet 2022 dans la circonscription de MVOUMVOU à Pointe-Noire. Alors d'où vient-il aujourd'hui qu'il soit la préférence ?
- 5- Préservons l'unité des militants acquise après 2015, ne suscitons pas des divisions au sein du R.D.P.S et n'accentuons pas le ressentiment de nos militants vis-à-vis de notre allié.

Au regard de ce qui précède, le comité des militants fait constater à la direction du Parti son indignation du fait d'avoir mis en balance le Président émérite, vénérable sénateur et président d'une commission avec un autre camarade.

Pour terminer, nous demandons simplement son investiture, celle du Président émérite du R.D.P.S **MBATCHI Bernard**, comme candidat sur la liste de la Majorité Présidentielle pour le compte du **R.D.P.S** aux élections Sénatoriales du 20 Août 2023.

Vive la volonté des militants du R.D.P.S
Vive le R.D.P.S

Fait à Brazzaville, le 04 août 2023

Le Président

Alfred **MAKOKA TCHIBIBI**



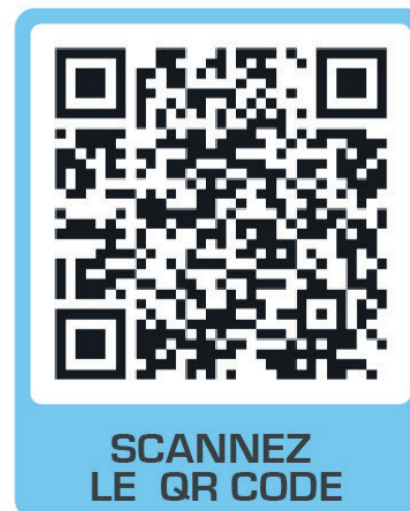
ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ
LE QR CODE**

ENVIRONNEMENT

Le Libéria prêt à concéder 10 % de sa superficie pour produire des crédits-carbone

Les « droits à polluer » issus de la conservation ou de la reforestation de près de 1 million d'hectares de forêts permettraient aux Emirats arabes unis de tenir leurs engagements climatiques.

Le Liberia s'apprête à accorder des droits exclusifs sur 1 million d'hectares de forêts, soit environ 10 % de la superficie du pays, à une société privée émiratie qui devra commercialiser les crédits-carbone obtenus à partir de projets de conservation ou de reforestation. Un protocole d'accord entre le ministère des Finances libérien et la société Blue Carbon LLC a été conclu en mars et le contrat définitif, portant sur une durée de trente ans, serait en passe d'être signé. Blue Carbon LLC est aussi en pourparlers avec la Zambie et la Tanzanie. Les émirats pétroliers seront l'hôte controversé de la conférence annuelle des Nations unies sur le climat (COP28), fin novembre. Les parties envisagent de rendre public, à l'occasion de ce rendez-vous planétaire, un accord entre le gouvernement du Liberia et celui des EAU portant sur le transfert de « droits à polluer », comme le prévoit l'accord de Paris sur le climat, pour permettre aux Etats de tenir les objectifs qu'ils se sont engagés à atteindre afin de contenir la hausse moyenne des températures mondiales au-dessous de 2 °C, voire 1,5 °C.

Une annonce certainement destinée à convaincre de la volonté des EAU de s'investir davantage dans la transition énergétique, alors que les engagements pris

jusqu'à présent sont jugés largement insuffisants, voire « irréalisables », compte tenu des projets d'accroissement de la production d'énergies fossiles, selon une étude de Climate Action Tracker. Au Libéria, ce contrat négocié dans le secret soulève des inquiétudes. Plusieurs organisations de la société civile se sont alarmées de la violation des droits des populations vivant dans les neuf territoires ciblés par le projet. Sur le million d'hectares convoités, moins de 400 000 sont classés en aires protégées. « S'arroger des droits sur du carbone pour le commercialiser aurait des conséquences directes pour les populations en les privant de décider de l'utilisation de leurs terres. Le gouvernement doit avoir conscience qu'il se mettrait en infraction des lois sur les droits fonciers s'il considérait qu'il peut vendre le carbone de forêts qui ne lui appartiennent pas », prévient la Coordination indépendante de la surveillance des forêts.

Le parti d'opposition du Peuple libérien a appelé à la suspension des négociations avec Blue Carbon jusqu'à ce que les populations affectées soient « identifiées, informées des potentiels impacts économiques et sociaux et que leur consentement [soit] obtenu ». Environ un tiers de la population du



« S'arroger des droits sur du carbone pour le commercialiser aurait des conséquences directes pour les populations en les privant de décider de l'utilisation de leurs terres. Le gouvernement doit avoir conscience qu'il se mettrait en infraction des lois sur les droits fonciers s'il considérait qu'il peut vendre le carbone de forêts qui ne lui appartiennent pas »

Liberia vit en zone forestière. Après plusieurs années de difficiles négociations, une loi sur les droits fonciers – considérée comme très progressiste dans la région – a été adoptée en 2018. Elle facilite la reconnaissance des droits de propriété des communautés villageoises

et est censée les protéger de futurs accaparements, alors que près de 40 % de la superficie du pays sont occupés par de grandes concessions minières ou agricoles. Si le contrat entre Blue Carbon et les autorités mentionne le nécessaire « consentement libre, informé

et préalable » des communautés, conformément aux recommandations des institutions internationales, il ne se donne que « trois mois » pour l'obtenir, ce qui est peu pour mener des processus de consultation complexes.

Noël Ndong

GIEC

Gervais Ludovic Itsoua Madzous élu à la vice-présidence

Le Congolais Gervais Ludovic Itsoua Madzous, expert connu par la communauté internationale et régionale dans le domaine des changements climatiques, a été élu à la vice-présidence du groupe de travail III par ses pairs au siège du Programme ONU Environnement à Nairobi, au Kenya, à la faveur de la 59e session du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

Cette session marque solennellement la fin du sixième cycle d'évaluation qui portait sur l'élection du nouveau bureau qui dirigera le groupe durant son septième cycle d'évaluation. La session a réuni cent soixante-dix gouvernements, soit six cents participants au total.

Elu au cours d'un processus hautement compétitif, cet expert élevé fait honneur à la République du Congo et à l'Afrique centrale tout entière. L'élection s'est tenue au siège du programme ONU Environnement à Nairobi au Kenya, du 24 au 28 juillet 2023 à l'occasion de la 59e session du GIEC.

Gervais Ludovic Itsoua Madzous est un expert dans le domaine des changements climatiques. L'on retiendra qu'il a dirigé le Groupe consultatif des experts de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il a assumé les fonctions de secrétaire exécutif adjoint et coordonnateur technique de la Commission des forêts d'Afrique centrale. Il dirige actuellement le Centre pour la transparence de



Gervais Ludovic Itsoua Madzous/Adiac

l'action climatique, pour les Etats de l'Afrique centrale de la CEEAC et est membre du Rosters des experts et participe régulièrement dans des équipes d'évaluation technique des soumissions des pays à la CCNUCC, dans le domaine de l'atténuation.

Rappelons que le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement afin d'évaluer, de manière exhaustive, objective, ouverte et transparente, les informations scientifiques, techniques et socio-économiques permettant de comprendre le changement climatique in-

duit par l'homme, ses effets potentiels et les possibilités d'adaptation et d'atténuation. Le GIEC est un organisme intergouvernemental et scientifique qui compte 195 pays membres. Il n'entreprind pas de nouvelles recherches et ne surveille pas les données relatives au climat ; il évalue plutôt l'état des connaissances sur le changement climatique en se fondant sur des documents scientifiques et techniques examinés par des pairs et disponibles à l'échelle internationale. Les rapports du GIEC sont censés être pertinents pour les politiques, mais non prescriptifs, et ils constituent une contribution essentielle aux négociations internationales sur le changement climatique. Le bureau du GIEC est composé d'experts en changement climatique représentant toutes les régions du monde et comprend le président et les vice-présidents du GIEC, les coprésidents et les vice-présidents des trois groupes de travail et les coprésidents du Groupe de travail sur les inventaires.

Fortuné Ibara

NIGER

Des milliers de proputschistes manifestent dans plusieurs villes

Des milliers de personnes ont manifesté dans le calme jeudi à Niamey et dans plusieurs autres villes du Niger en soutien au coup d'Etat qui a renversé le président élu Mohamed Bazoum, séquestré depuis huit jours et dont le président américain a exigé la libération immédiate.

A Niamey, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées jeudi sur la place de la Concertation, avant de se disperser sans incident à la mi-journée. Ils sont venus à l'appel du M62, une coalition d'organisations de la société civile «souverainistes», le jour de la fête des 63 ans de l'indépendance du Niger de la France, ex-puissance coloniale qui y dispose de quelque 1.500 soldats pour aider à combattre les groupes armés jihadistes qui sévissent dans ce pays. «A bas la France», «Vive la Russie, vive Poutine», scandaient notamment les manifestants. Les accès à l'ambassade française et à d'autres chancelleries proches étaient bloqués par les forces de l'ordre nigériennes. Avant la manifestation, Paris avait rappelé «que la sécurité des emprises et des personnels diplomatiques sont des obligations au titre du droit international». Des incidents dimanche, lors d'une manifestation devant l'ambassade de France ont entraîné l'évacuation de plus de 500 Français. Plusieurs milliers de personnes

sont également descendues dans les rues d'Agadez, principale ville du nord du pays, à l'appel de la société civile. Selon des sources locales et des images de la télévision publique, des manifestations similaires ont eu lieu à Tillabéri, ville de l'ouest au coeur d'une région régulièrement touchée par des attaques jihadistes,

du président Bazoum et sa famille, et à la préservation de la démocratie conquise de haute lutte au Niger».

Mohamed Bazoum, 63 ans, est retenu avec sa famille depuis le jour du putsch dans sa résidence présidentielle. L'électricité y a été volontairement coupée jeudi, a affirmé son parti. La France a affrété cinq avions

essentiels de leurs ambassades respectives à Niamey.

La situation est tendue avec les partenaires occidentaux et africains traditionnels du Niger depuis que l'ex-chef de la garde présidentielle, le général Abdourahmane Tiani, a pris le pouvoir.

En ligne avec le blocus économique décidé dimanche, le Nigeria a coupé son approvisionnement en électricité au Niger, qui dépend énergétiquement à 70% de son voisin.

Solidarité putschiste

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), présidée par le Nigeria, a dit se préparer à une opération militaire même si elle a souligné qu'il s'agissait de «la dernière option sur la table».

S'exprimant devant la presse à Dakar, la cheffe de la diplomatie sénégalaise Aissata Tall Sall a indiqué que son pays participerait à une éventuelle intervention si la Cédéao décide d'une telle action.

Les chefs d'état-major de l'organisation sont réunis à Abuja jusqu'à vendredi, deux jours

avant l'expiration dimanche d'un ultimatum exigeant un retour de Mohamed Bazoum.

En face, le nouveau pouvoir à Niamey a envoyé un émissaire au Mali et au Burkina Faso, deux pays également dirigés par des militaires putschistes, confrontés à la violence jihadiste et solidaires de leur voisin. Ils ont affirmé que toute intervention armée serait considérée «comme une déclaration de guerre» à leurs deux pays et entraînerait leur retrait de la Cédéao.

A Niamey, le général Tiani a déclaré rejeter «en bloc les sanctions» et refuser «de céder à toute menace», dans un discours télévisé mercredi. «Nous refusons toute ingérence dans les affaires intérieures du Niger».

Il a assuré que les Français, «qui n'ont jamais été l'objet de la moindre menace», n'avaient «aucune raison objective de quitter le Niger». Pour l'instant, l'évacuation des soldats français et américains qui participent à la lutte anti-jihadiste n'est pas prévue.

D'après AFP

Selon des sources locales et des images de la télévision publique, des manifestations similaires ont eu lieu à Tillabéri, ville de l'ouest au coeur d'une région régulièrement touchée par des attaques jihadistes, dans la capitale économique Madadi (sud) et à Filingué, la ville dont est originaire le chef de la junte, le général Abdourahmane Tiani.

dans la capitale économique Madadi (sud) et à Filingué, la ville dont est originaire le chef de la junte, le général Abdourahmane Tiani.

Préserver «la démocratie» - Aux Etats-Unis, un des principaux partenaires du Niger qui y déploie un millier de militaires, le président Joe Biden a appelé «à la libération immédiate

depuis mardi pour une opération d'évacuation, terminée jeudi selon le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu : 1.079 ressortissants français et étrangers, dont des Européens, «sont désormais en sécurité», a-t-il dit. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont successivement ordonné mercredi et jeudi l'évacuation du personnel non

La Turquie renonce à accueillir la COP16 sur la biodiversité en 2024

La Turquie a renoncé à accueillir la COP16, le grand sommet international sur la biodiversité qui devait s'y tenir en 2024, en raison des tremblements de terre qui ont frappé le pays, a annoncé l'ONU.

La Turquie a décidé de renoncer à «accueillir et présider» ce rendez-vous «en raison d'une situation de force majeure créée par les trois tremblements de terre destructeurs qui ont eu lieu en février 2023», écrit le secrétariat de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) dans une lettre aux parties datée du 31 juillet.

La CDB en appelle aux pays volontaires pour accueillir l'événement - aux mêmes dates (21 octobre-1er novembre 2024) ou à d'autres dates proches - à se manifester «dès que possible».

Ces COP consacrées à la biodiversité se tiennent tous les deux ans, à la différence des COP sur le climat qui sont annuelles. La dernière édition, qui devait initialement se tenir en Chine en 2020, avait été repoussée en raison de la Covid-19 et avait finalement eu lieu en décembre 2022 à Montréal.

Cette édition avait débouché sur un accord historique, les pays du monde entier s'étant mis d'accord sur une feuille de route visant notamment à protéger 30% de la planète d'ici 2030.

AFP

JOURNÉES MONDIALES DE LA JEUNESSE

Aux jeunes, le pape rappelle «l'urgence dramatique» du défi climatique

Le pape François a rappelé jeudi, devant des jeunes, «l'urgence dramatique» du réchauffement climatique, plaidant pour une «écologie intégrale» au deuxième jour de sa visite à Lisbonne pour les Journées mondiales de la Jeunesse (JMJ).

«Nous devons reconnaître l'urgence dramatique de prendre soin de la maison commune. Cependant, cela ne peut se faire sans (...) un changement de la vision anthropologique qui est à la base de l'économie et de la politique», a déclaré le jésuite argentin lors d'une rencontre devant des étudiants à l'université catholique de Lisbonne.

«On ne peut se contenter de simples mesures palliatives ou de compromis timides et ambigus», a insisté le pape de 86 ans après avoir entendu des témoignages de jeunes dans cet établissement fondé en 1967 et présidé par les jésuites.

François a de nouveau défendu à cette occasion le concept d'«écologie intégrale», un marqueur fort de son pontificat développé dans son encyclique Laudato Si' (2015) consacrée à l'environnement, liant écologie et justice sociale et intégrant étroitement les êtres humains à la nature.

«Nous avons besoin d'une écologie intégrale, d'écouter la souffrance de la planète en même temps que celle des pauvres ; de mettre le drame de la désertification en parallèle avec celui des réfugiés ; le thème des migrations avec celui de la dénatalité», a-t-il plaidé.

«Pas des polarisations, mais des visions d'ensemble», a ajouté le pape lors d'une intervention à

laquelle ont assisté 6.500 personnes selon les autorités locales.

Suite à sa visite à l'université catholique, il s'est rendu en fin de matinée à Cascais, emblématique station balnéaire située à une trentaine de km à l'ouest de Lisbonne, où il a rencontré des jeunes du réseau éducatif international Scholas Occurrentes. Le chef spirituel des 1,3 milliard de catholiques est arrivé mercredi à Lisbonne pour une visite de cinq jours à l'occasion de cette semaine de rendez-vous festifs, culturels et spirituels, en présence de centaines de milliers de jeunes de tous les continents. Après une première journée consacrée aux autorités portugaises et au clergé local, il présidera jeudi après-midi une cérémonie dans un parc du centre-ville avec l'ensemble des pèlerins.

Après Rio de Janeiro (2013), Cracovie (2016) et Panama (2019), il s'agit des quatrièmes JMJ pour François, dont la santé apparaît de plus en plus fragile. Hospitalisé trois fois depuis 2021, il se déplace désormais en fauteuil roulant ou appuyé à une canne.

Créé en 1986 par Jean Paul II, les JMJ constituent le plus grand rassemblement catholique au monde et s'articulent autour de nombreux rendez-vous (concerts, temps spirituels, conférences, débats...).

AFP

MTN Prestige

Votre Excellence,

**Un service 5 étoiles spécialement
conçu pour vous**

#CHARISMATIQUE

***150#**

MTN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres
TX AON 01 / MDN-CGMP 2023

« Construction d'un bâtiment de Buanderie-taillerie à l'académie militaire Marien NGOUABI »

- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans le bulletin officiel d'annonces des marchés publics n°255 du 02 Aout 2023.
 - Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds afin de financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché « construction d'un bâtiment de buanderie – taillerie à l'académie militaire Marien NGOUABI ».
 - Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :
 - Installation, approvisionnement du chantier ;
 - Terrassement ;
 - Gros œuvres – béton et maçonnerie ;
 - Elévation ;
 - Revêtements – fourniture et pose ;
 - Charpente – couverture – et plafonnage ;
 - Menuiserie en bois – en alu et métallique fourniture et pose ;
 - Electricité – fourniture et pose ;
 - Plomberiesanitaire – fourniture et pose ;
 - Application peinture ;
 - Assainissement extérieur – fourniture et pose.
- Une visite du site est obligatoire. Un certificat de visite de lieu sera délivré et signé par le représentant du maître d'ouvrage et constituera un motif de rejet en cas d'absence dans l'offre.
- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
 - Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
 - Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
 - Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
 - Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale**.
 - Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de **1% de valeur de leur soumission**.
 - Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,

lesecrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres Restreint
TX AOR01/ MDN-CGMP 2023

« Construction d'une salle de conférences, de réunions et dépendances du cabinet du chef d'état-major général des forces armées congolaises »

- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans le bulletin officiel d'annonces des marchés publics n°255 du 02 Aout 2023.
 - Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds afin de financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché « Construction d'une salle de conférences, de réunions et dépendances du cabinet du chef d'état-major général des forces armées congolaises ».
 - Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :
 - Installation, approvisionnement du chantier ;
 - Terrassement ;
 - Gros œuvres – béton et maçonnerie ;
 - Elévation ;
 - Revêtements – fourniture et pose ;
 - Charpente – couverture – et plafonnage ;
 - Menuiserie en bois – en alu et métallique fourniture et pose ;
 - Electricité – fourniture et pose ;
 - Plomberie sanitaire – fourniture et pose ;
 - Application peinture ;
 - Assainissement extérieur – fourniture et pose.
- Une visite du site est obligatoire. Un certificat de visite de lieu sera délivré et signé par le représentant du maître d'ouvrage et constituera un motif de rejet en cas d'absence dans l'offre.
- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
 - Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
 - Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
 - Les candidats intéressés pourront passer à la cellule de gestion des marchés publics pour une audition relative aux exigences particulières du maître d'ouvrage.
 - Les candidats retenus obtiendront un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
 - Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale**.
 - Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de **1% de valeur de leur soumission**.
 - Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,

le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres Restreint
TX AOR 02 / MDN-CGMP 2023

« Construction du mur de clôture et poste de garde de l'état-major de l'armée de terre »

- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans le bulletin officiel d'annonces des marchés publics n°255 du 02 Aout 2023.
 - Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds afin de financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché « Construction du mur de clôture et poste de garde de l'état-major de l'armée de terre ».
 - Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :
 - Installation, approvisionnement du chantier ;
 - Dépose des anciennes installations ou ouvrages existants ;
 - Fouilles en tranchée et en puits ;
 - Elévation ;
 - Revêtements – fourniture et pose ;
 - Electricité – fourniture et pose ;
 - Application peinture ;
 - Assainissement extérieur – fourniture et pose.
- Une visite du site est obligatoire. Un certificat de visite de lieu sera délivré et signé par le représentant du maître d'ouvrage et constituera un motif de rejet en cas d'absence dans l'offre.
- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
 - Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
 - Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
 - Les candidats intéressés pourront passer à la cellule de gestion des marchés publics pour une audition relative aux exigences particulières du maître d'ouvrage.
 - Les candidats retenus obtiendront un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
 - Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale**.
 - Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de **1% de valeur de leur soumission**.
 - Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,

le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres
N° F-AON 001/ MDN-CGMP 2023

« Acquisition des équipements de l'école de génie travaux »

- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans la publication n°255 du 02 août 2023.
- Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds pour financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché « Acquisition des équipements de l'école de génie travaux ».
- Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour **fournir les matériels et équipements relatifs à l'acquisition des équipements de l'école de génie travaux**.
- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
- Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale**.
- Les offres doivent comprendre une garantie de **1% du montant de valeur de leur soumission**.
- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,

le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres
N° F-AON 002/ MDN-CGMP 2023

« Acquisition outillages de l'école de génie travaux »

- 1- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans la publication N°255 du 02 août 2023.
- 2- Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds pour financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché « Acquisition outillage de l'école de génie travaux ».
- 3- Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour **fournir les matériels et équipements relatifs à l'acquisition des outillages de l'école de génie travaux.**
- 4- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
- 5- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
- 6- Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
- 7- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
- 8- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale.**
- 9- Les offres doivent comprendre une garantie de **1% du montant de valeur de leur soumission.**
- 10- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,
le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la
défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres
N° F-AON 003/ MDN-CGMP 2023

« Acquisition des matériels de maintenance »

- 1- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans la publication N°255 du 02 août 2023.
- 2- Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds pour financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché « Acquisition des matériels de maintenance ».
- 3- Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour **fournir les matériels et équipements relatifs à l'acquisition des matériels de maintenance.**
- 4- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
- 5- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
- 6- Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
- 7- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
- 8- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale.**
- 9- Les offres doivent comprendre une garantie de **1% du montant de valeur de leur soumission.**
- 10- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,
le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la
défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Avis public d'appel d'offres
N° F-AON 004/ MDN-CGMP 2023

« Redéploiement du génie militaire »

- 1- Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans la publication N°255 du 02 août 2023.
- 2- Le ministère de la défense nationale a obtenu dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2023 des fonds pour financer son investissement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements pour le projet « Redéploiement du génie militaire ».
- 3- Au titre du budget d'investissements 2023, le projet **redéploiement du génie militaire** est scindé en quatre (04) lots à savoir :
 - Lot 1 : Acquisition des équipements et matériels de travaux publics ;
 - Lot 2 : acquisition des matériels et équipements spécifiques du bureau d'études ;
 - Lot 3 : acquisition des matériels et équipements du laboratoire géotechnique ;
 - Lot 4 : acquisition des matériels et équipements de topographie.
- 4- Chaque lot fera l'objet d'un dossier et les candidats pourront répondre à une ou toutes les offres.
- 5- Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour **fournir les matériels et équipements relatifs au projet « Redéploiement du génie militaire ».**
- 6- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
- 7- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : secretariatmarchepublics.mdn@gmail.com Téléphone : 00242 06 625 36 21 / 00242 05 091 77 77 / 00242 06 666 58 98**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de Lundi à Vendredi de 08 heures 30 à 16 heures 30 minutes.
- 8- Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres la capacité financière, techniques et la régularité de la situation par rapport à l'administration fiscale.
- 9- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en numéraire.
- 10- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 08 septembre 2023 à 12 heures 30 minutes, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **siège du ministère de la défense nationale à la cellule de gestion des marchés publics le 08 septembre 2023 à 13 heures 30 minutes, heure locale.**
- 11- Les offres doivent comprendre une garantie de **1% de valeur de leur soumission.**
- 12- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 août 2023

Pour la personne responsable des marchés publics,
le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la
défense nationale

Colonel Hector-Elvis AHISSOU

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALELES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLELE COURRIER
DE KINSHASALES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC
NEWSLETTERL'information du congo
et de sa région en un clic !Identifiez-vous gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez informé des
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

COOPÉRATION

La Bulgarie de retour au Congo après 40 ans

Lors de l'inauguration du Consulat de la Bulgarie à Brazzaville, le 2 août, le consul honoraire du pays, Joseph Christian Niamby, a annoncé une coopération équilibrée avec le Congo dans plusieurs domaines.

Après environ quarante ans d'absence, la Bulgarie fait son retour en terre congolaise avec l'ouverture d'une mission consulaire. « *Il est urgent de réorienter certains partenariats stratégiques gagnant-gagnant à même d'accélérer la diversification de nos économies et favoriser la création d'emplois durables au bénéfice notamment de la jeunesse* », a déclaré le Consul, Joseph Christian Niamby, en présence des membres du corps diplomatique, de l'ambassadeur de la Bulgarie auprès du Congo avec résidence à Abuja, Yanko Yordanov, le gouvernement étant représenté par le ministre en charge des Affaires sociales.

Les axes de coopération Bulgarie-Congo concernent, entre autres, l'agriculture pour garantir la sécurité alimentaire, l'enseignement notamment la formation professionnelle et qualifiante, le désenclavement



Le consul de Bulgarie annonçant les axes de coopération avec le Congo

« Il est urgent de réorienter certains partenariats stratégiques gagnant-gagnant à même d'accélérer la diversification de nos économies et favoriser la création d'emplois durables au bénéfice notamment de la jeunesse »

de la vie rurale, l'industrie, la science, la technologie...

Dans le cadre de ce réchauffement diplomatique entre la Bulgarie et le Congo, une mission conjointe Chambre de commerce de Pointe-Noire, agence de planification de promotion et de développement des zones économiques spéciales du Congo, le Figa, et deux autres sociétés congolaises, est prévue à Sofia en terre bulgare, en septembre prochain, a annoncé le consul Joseph Christian Niamby.

Il convient de rappeler dans les années ayant précédé la chute du mur de Berlin, plusieurs cadres congolais ont été formés en Bulgarie et les relations commerciales existaient déjà entre les deux pays. C'est donc sous le signe de la relance de cette coopération bilatérale élargie dans plusieurs domaines que la Bulgarie et le Congo vont continuer à travailler main dans la main.

Rominique Makaya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
*
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL

* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepachesdebrazzaville.fr
www.adiec-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regis@lesdepachesdebrazzaville.fr



DÉLINQUANCE JUVÉNILE

La stratégie de riposte à l'étude

Le Haut-commissariat à la Justice restaurative, à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile va organiser, du 10 au 12 août, à Brazzaville un atelier pour valider le plan de riposte au phénomène «bébés noirs». Le haut-commissaire en charge de cette question, Adolphe Mbou-Maba, l'a annoncé, le 2 août, lors d'une rencontre avec les partenaires.

La rencontre entre Adolphe Mbou-Maba et les représentants de l'Unicef, du Pnud ainsi que les partenaires locaux a porté sur la tenue, du 10 au 12 août, d'un atelier spécial sur la délinquance juvénile. Lors de ces assises, les participants procéderont à la validation du plan stratégique de lutte contre le grand banditisme urbain.

Il s'agit d'un document juridique officiel qui définit les modalités de gestion, de traitement, de prévention et de riposte à toute forme du banditisme juvénile qui sévit depuis quelques années sur l'ensemble du territoire national. « Notre institution est chargée de mettre en œuvre les



Adolphe Mbou-Maba échangeant avec les partenaires et les acteurs locaux, le 2 août/Adiac

procédures et mesures de collaboration en vue de prévenir et d'assurer le traitement et la réparation des violences et autres formes de délinquance juvénile. La stratégie qui sera validée permettra d'étudier le phénomène «bébés noirs» en profondeur et de concevoir un plan d'action pouvant nous aider à unir nos efforts afin de mener avec sérénité le combat contre ces délinquants à travers toute la République », a souligné Adolphe Mbou-Maba.

Notons que le Haut-commissariat à la justice restaurative, à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile a pour mission de préparer une loi sur la question et d'assurer l'applicabilité de la stratégie nationale. Elle a été élaborée par les experts du Haut-commissariat avec l'appui de ceux du Programme des Nations unies pour le développement et du Fonds des Nations unies pour l'enfance.

Firmin Oyé

« Notre institution est chargée de mettre en œuvre les procédures et mesures de collaboration en vue de prévenir et d'assurer le traitement et la réparation des violences et autres formes de délinquance juvénile. La stratégie qui sera validée permettra d'étudier le phénomène «bébés noirs» en profondeur et de concevoir un plan d'action pouvant nous aider à unir nos efforts afin de mener avec sérénité le combat contre ces délinquants à travers toute la République »

CONCOURS DIRECT

9 509 candidats passent l'examen

Le concours d'entrée dans les écoles professionnelles notamment de Santé, des Beaux-Arts, d'Administration, des Eaux et Forêt ainsi que celles des Instituteurs session 2023, a démarré le 3 août, sur l'ensemble du territoire national.

Au total 9 509 candidats sont repartis dans cinquante-six centres. Brazzaville compte à elle seule 5 588 candidats avec trente-et-un centres. Cette année, l'effectif des candidats est en baisse comparativement à l'année dernière.

Les épreuves ont été lancées par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Paul Sony Benga. L'examen va se dérouler du 3 au 4 août. La première

journee a été consacrée à l'épreuve de français pour tous les candidats. Tandis que ceux de l'Ecole nationale des Beaux-Arts, option Arts Plastiques, ont planché sur le dessin d'imagination. La deuxième journée, les candidats affronteront les mathématiques, pendant que ceux des écoles paramédicale de santé les sciences de la vie et de la terre, et les postulants de l'Ecole nationale des Eaux et Forêts aborderont l'épreuve des



les candidats au concours directes (ADIAC)

sciences physiques.

Pour l'Ecole nationale des Beaux-Arts, option musique, la culture générale et ceux de l'option Arts Plastiques, le dessin d'observation. Les candidats de l'Ecole nationale des instituteurs et de l'Ecole nationale moyenne d'administration auront pour épreuves les mathématiques et l'histoire-géographie.

Au terme de la visite des différents centres, le président spécifique des Brevets, Roger Ngatsé, a noté le déploiement sur le terrain des délégués et contrôleurs de la Commission de lutte contre la fraude pour constater le bon déroulement de l'examen. Il a indiqué que le message délivré aux candidats a été celui

de se munir de leur pièce d'identité ou de la fiche d'inscription, afin d'accéder à la salle d'examen. En cas d'égarement des candidats, les mesures ont été prises pour permettre aux chefs des centres de les retrouver. Selon Roger Ngatsé, aucun candidat ne peut avoir sur lui un appareil électronique.

Lydie Gisèle Oko

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

9^{es} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Les artistes congolais entrent en compétition

Les artistes, les photographes et les peintres de la République du Congo, conduits par Lebon Chansard Ziavoula aux neuvièmes Jeux de la Francophonie, qui se déroulent à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), sont entrés en compétition. Le jury va délibérer en ce qui concerne la photographie et la peinture ce 3 août.

Après le vernissage à l'exposition collective, le photographe Lhyliann Ralff Therance et le peintre Jacques Quentien Mayala ont fait face au jury. Chaque discipline avait un jury. Et chacun a présenté au jury le travail pour lequel il a été sélectionné pour participer aux neuvièmes Jeux de la Francophonie tout en recevant quelques orientations. Après ils sont allés en atelier pour réaliser le travail à présenter aux membres du jury. Un vernissage de ce travail (des œuvres produites sur place) aura lieu le 3 août en matinée à l'Académie des beaux-arts. Le même jour, à 17h, aura lieu au musée national la cérémonie de remise des prix.

La catégorie photo regorge quatorze pays en compétition, parmi lesquels Bénin, Burkina Faso, Burundi, France, l'île Maurice, RDC, Sénégal, ... Quant à la catégorie peinture, c'est pratiquement la même chose : Bénin, Burkina Faso, Canada, France, l'île Maurice, Sénégal, Seychelles, ... « Je suis heureux de conduire la délégation de deux artistes de la catégorie photographie et peinture. Les artistes ont passé la première étape et sont à la deuxième étape, celle de la compétition », a indiqué le chef de la délégation, Lebon Chansard Ziavoula.

A propos des orientations reçues dans la catégorie peinture, Jacques Quentien Mayala a fait



Lhyliann Ralff Therance et Jacques Quentien Mayala à l'académie des beaux-arts/Adiac

savoir qu'on leur a demandé de présenter l'œuvre principale qui sera notée. « En dehors de l'œuvre principale, j'ai encore d'autres œuvres qui seront exposées ici à l'Académie des beaux-arts. Mon œuvre principale porte sur l'équité. Concernant mon moral, il est à 100%,

« Je représente la République du Congo aux neuvièmes Jeux de la Francophonie en photographie ainsi que mon collègue Quentien Jacques Mayala en peinture. Malheureusement la tutelle ne nous a rien remis. Nous étions obligés de prendre les choses en main nous-mêmes avec notre chef de délégation. Il nous fallait procéder aux emprunts pour avoir des sous afin de traverser le fleuve Congo alors que nous représentons bien le pays »

parce que le thème que j'ai choisi touche tout le monde. Il parle de l'injustice, de la justice, de l'égalité. Ce thème touche tous les points, politique, social, économique... », a révélé le peintre. Lhyliann Ralff Therance, a, pour sa part, déploré le fait qu'ils n'ont pas été accompagnés financièrement. « Je représente la République du Congo aux neuvièmes Jeux de la Francophonie en photographie ainsi que mon collègue Quentien Jacques Mayala en peinture. Malheureusement la tutelle ne nous a rien remis. Nous étions obligés de prendre les choses en main nous-mêmes avec notre chef de délégation. Il nous fallait procéder aux emprunts pour avoir des sous afin de traverser le fleuve Congo alors que nous représentons bien le pays », s'est-il plaint.

Il a profité de cette occasion pour lancer un appel à ses collègues artistes. « Ce que nous vivons en tant qu'artistes ne doit pas refroidir certains. Car nous ne faisons pas l'art pour faire plaisir à une institution quelconque, mais nous le faisons parce qu'on veut raconter des histoires à travers des médiums que nous avons choisis et par lesquels on se retrouve les plus proches. Nous ne devons pas baisser les bras », a-t-il indiqué.

Bruno Okokana

VIENT DE PARAÎTRE

«Le cadavre du fleuve»,
2^e roman de Marie-Françoise Ibovi

Avec «Le cadavre du fleuve», l'écrivaine congolaise signe un nouveau polar captivant paru aux Éditions Lettres Mouchetées. À la fois piquant, cru et inventif, il est écrit dans un ton invitant le lecteur à suivre sur le terrain l'enquête du commandant Magali Foundou et ses lieutenants.

Dès l'entame du roman, l'endroit est tout désigné sur la carte : le bord du fleuve Congo. C'est là où est retrouvé le corps d'un homme gisant dans la boue. La victime s'appelle Ngatsi Batélé Kundu, dit Dangereux Mobali, un ancien voyou reconverti avec succès dans les affaires et qui règne sur l'empire du jeu.

S'ensuit dans un récit haletant l'entrée en scène du commandant Magali Foundou, pugnace, qui mène l'enquête tambour battant avec ses lieutenants.

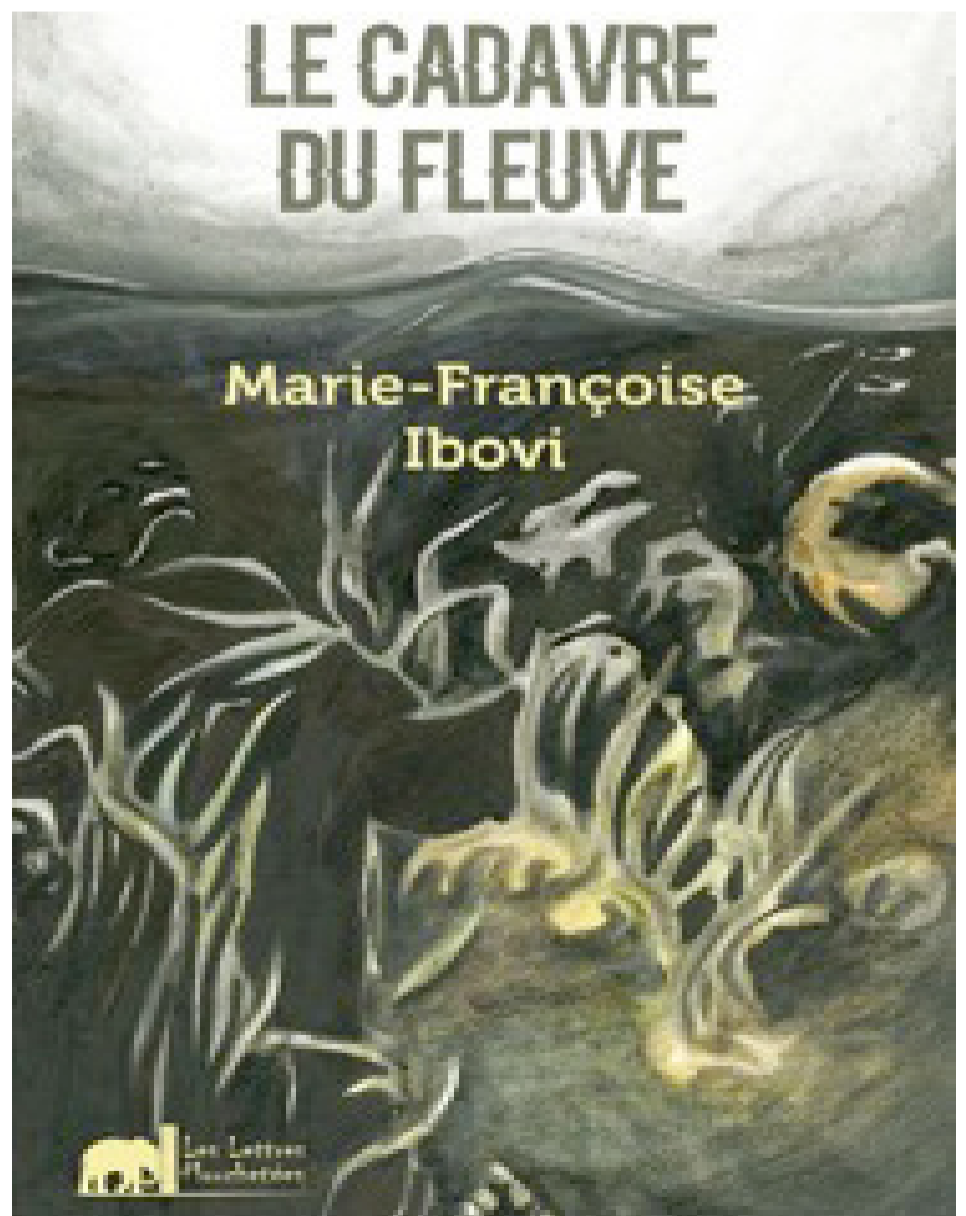
De péripéties en péripéties, l'agent fouineur chargé de l'instruction de l'affaire se retrouve aux prises d'une série de questionnements. Qui en voulait à cet individu au demeurant infréquentable ? Son ex-femme qui le détestait ? Son rival dans les cercles de jeux ?

Les suspects potentiels ne manquent pas dans un environnement où le milieu fait la loi.

L'écrivaine Marie-Françoise Ibovi n'en est pas à sa première investigation littéraire... D'une plume alerte et enjouée, elle concocte un polar teinté d'humour à la sauce congolaise savoureuse. Elle s'y entend pour brouiller les pistes et ménager le suspense jusqu'au dénouement final.

«Le cadavre du fleuve» est son deuxième roman policier, un genre littéraire trop peu exploité au Congo et en Afrique subsaharienne.

Marie Alfred Ngoma



Couverture roman cadavre-du-fleuve de Marie-Françoise Ibovi

GOLFE DE GUINÉE

Création d'un réseau des organes chargés de l'action de l'Etat en mer

Les responsables des organes chargés de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales en Afrique de l'Ouest et du centre ont installé, le 28 juillet, à Pointe-Noire un réseau africain en vue de renforcer les mécanismes institutionnels et fonctionnels de leur gouvernance.

Lors du colloque scientifique et international en hommage au ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, on a constaté que tous les organes chargés de l'état en mer et dans les eaux continentales font face à des défis de la même nature dans le golfe de Guinée. Face à cette situation, les responsables chargés de l'action de l'état en mer et dans les eaux continentales en Afrique de l'Ouest et du centre se sont engagés à créer un réseau africain des responsables chargés de l'action de l'état en mer et dans les eaux continentales en vue de renforcer les mécanismes institutionnels et fonctionnels de leur gouvernance. Ces maritimistes ont élaboré une stratégie commune qui semble être une occasion de développer une dimension de sécurité et de sûreté dans la politique maritime dans la zone de l'Afrique de l'Ouest et du centre. Les documents ont été paraphés par Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck et Abdoulaye Fofana, respectivement secrétaire permanent du comité interministériel de l'action de l'état en mer et dans les eaux continentales du Congo et de la Côte d'Ivoire.



Abdoulaye Fofana et Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck signant les documents de la création du réseau crédit>Adiac»

L'objectif de ce réseau est de renforcer et promouvoir une gouvernance régionale et sous-régionale de l'action de l'état en mer et dans les eaux continentales, coordonner, harmoniser et favoriser un développement durable intégré et inclusif, de rassembler tous les organes chargés de l'action de l'état en mer et dans les eaux continentales au sein d'une plateforme pour échanger sur les problématiques de cette

institution ainsi que celle de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée. Le réseau sera également chargé à promouvoir et renforcer la coopération et les échanges d'expérience sur la gouvernance de l'action de l'état en mer, à renforcer la capacité des leaderships et des responsables des organes chargés de l'action de l'Etat en mer. Cette nouvelle approche va surtout permettre à faciliter l'harmonisation du cadre juridique

et institutionnel, de poursuivre l'émergence et consensus entre les responsables chargés de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales et les partenaires au développement sur les approches autour de la question des conflits majeurs en mer et dans les eaux continentales. Elle va également promouvoir et renforcer les mécanismes de financement de l'action de l'état en mer et dans les eaux continentales.

Dans son intervention, le secrétaire permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales de la Côte d'Ivoire a encensé l'initiative dite déclaration de Pointe-Noire sur la volonté de la création d'un réseau de responsables des organes chargés de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. « En matière maritime, la réflexion stratégique est très importante et le colloque a permis de placer la réflexion au niveau du secteur maritime et de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales à un niveau très élevé, notamment avec la signature de cet accord », a déclaré Abdoulaye Fofana. Notons que la mer reste un milieu où les activités sont insuffisamment régulées et relativement mal connues. On observe, cependant, une tendance à un contrôle croissant des Etats côtiers sur les activités susceptibles d'avoir des incidences dans les approches maritimes. La mise en place d'un tel réseau est de grande importance dans la zone du golfe de Guinée.

Hugues Prosper Mabonzo

JUSTICE

Koffi de Brazza gagne son procès contre Koffi Olomidé

L'affaire mettant aux prises Koffi Olomidé (plaignant) et Koffi de Brazza (accusé) est arrivée à terme après le verdict rendu public par le président du Tribunal de grande instance statuant en matière de référé, le 1er août, au Palais de justice de Brazzaville. L'humoriste de Brazza est reconnu non coupable.

Après plusieurs audiences dont la première a eu lieu le 29 juin dernier, l'affaire opposant Antoine Christophe Agbepa Mumba, dit Koffi Olomidé, artiste musicien de renommée internationale, et Prosper Faustin Mouanza, dit Koffi de Brazza, est dorénavant close. Le verdict a été rendu public par le président du Tribunal de grande instance statuant en matière de référé. Antoine Christophe Agbepa Mumba a été débouté de toutes ses demandes. Pour Me Bracy Xirès Mythati Tsiba, l'un des avocats de Prosper Faustin Mouanza, le camp adverse avait mal présenté leur requête et ils ont bien défendu leur client et les arguments de droit qu'ils ont soutenus ont été suivis par le juge. « Nous sommes en matière de droit de propriété intellectuelle et ce n'est pas le Code de la famille qui régit la protection des œuvres artistiques et littéraires. Nous avons également soulevé l'exception de parodie parce que l'imitation est toujours autorisée en droit d'auteur et Koffi de Brazza est un artiste comédien, il n'a pas besoin d'obtenir l'autorisation de Koffi Olomidé pour faire sa comédie. Koffi de Brazza va continuer à prêter avec ce

pseudonyme de Koffi de Brazza », a-t-il déclaré, ajoutant que « Koffi Olomidé s'appelle Koffi Olomidé et lui il s'appelle Koffi de Brazza, donc ce n'est pas le même pseudonyme ».

Heureux du verdict, Koffi de Brazza a remercié tous ceux qui l'ont soutenu dans ce combat, notamment ses avocats, les journalistes et chroniqueurs et bien d'autres. A titre de rappel, Koffi Olomidé demandait à la justice de contraindre Prospère Faustin Mouanza à cesser de faire usage du nom de Koffi de Brazza. De plus, il sollicitait le retrait par Prospère Faustin Mouanza de toutes les œuvres artistiques qu'il a réalisées sous le pseudonyme de Koffi de Brazza et rappelait que la décision qui devait intervenir soit exécutoire par provision, sans caution et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours. Les avocats de Koffi Olomidé ont fait appel de la décision. Notons que les avocats de la partie demanderesse étaient composés de Me Claude Coelho et Me Yvon Eric Ibouanga. Et de la partie défenderesse de Me Stève Bagne, Me Bracy Xirès Mithaty Tsiba et Me Anicet Moussahou Goma.

Bruno Okokana



Koffi de Brazza au milieu posant avec ses avocats Me Stève Bagne et Me Bracy Tsiba/DR